**ARRÊTÉ PORTANT PROROGATION DU STAGE**

**DE MONSIEUR *(OU MADAME)* …, *(GRADE)* …**

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés de l’arrêté définitif.***

|  |
| --- |
| **Rappel :**La durée normale du stage fixée par le statut particulier du cadre d'emplois peut être prorogée d'une période au maximum équivalente si les aptitudes professionnelles du stagiaire ne sont pas jugées suffisantes pour permettre sa titularisation à l'expiration de la durée normale du stage.**A compter du 1er janvier 2021**, cette décision n’est plus soumise à l’avis préalable de la CAP compétente |

Le Maire (*ou le Président*) de ...

Vu la loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° … du … modifié portant statut particulier du cadre d’emplois des …

Vu l’arrêté portant nomination de Monsieur *(ou Madame)* … en qualité … *(Grade)* stagiaire à compter du … ;

Considérant que Monsieur *(ou Madame)* … n’a pas donné satisfaction pendant son année de stage ;

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

A compter du …, le stage de Monsieur *(ou Madame)* …, né*(e)* le …, est prorogé pour une durée de … conformément aux dispositions de l’article … du statut particulier du cadre d’emplois.

Monsieur *(ou Madame)* … reste classé(e) au ... échelon, Indice Brut ..., Indice Majoré …, avec une ancienneté de …

La période de prorogation n'est pas prise en compte dans l’ancienneté mais elle est validée pour la retraite.

**Article 2 :**

 Le Directeur Général des Services *(ou la secrétaire de mairie, le Directeur…)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*...

**Article 3 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

**Article 4**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Président du Centre de Gestion de l’Oise et au comptable de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire *(ou le Président)*,